



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

de prescriptions complémentaires de modification des conditions d'exploiter

N°DCL-BRENV-2023-355-1

SAS GROSNE TERRASSEMENT

351 rue des Grandes Teppes
ZAC de Sennecé-lès-Mâcon
71000 MACON

Carrière de Lugny

Lieu-dit « Bois des Sablières »
71260 LUGNY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46, L. 411-1 et L. 411-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4 ° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 autorisant la SAS GROSNE TERRASSEMENT à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Lugny et Burgy ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° DLPE-BENV-2016-326-1 du 21 novembre 2016 relatif à la surveillance des eaux souterraines autour de la carrière ;

Vu la demande de dérogation aux espèces protégées du 6 août 2021, complétée et modifiée le 3 février 2023 ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploiter du 17 janvier 2023, avec tous les éléments d'appréciation, de la SAS GROSNE TERRASSEMENT en vue d'abandonner les surfaces autorisées non exploitées sur le territoire de la commune de Burgy, d'approfondir de 5 mètres le carreau de la carrière exploitée sur le territoire de la commune de Lugny, de réduire le niveau d'activité moyen d'exploitation à 60 000 t/an et de modifier le phasage d'exploitation en créant une dernière phase d'exploitation de 4 ans à compter de 2023 ;

Vu le rapport du 21 novembre 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 28 novembre 2023 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet par lettre en date du 8 décembre 2023 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 susvisé ;

Considérant que la demande de modification des conditions d'exploiter de la carrière par la société GROSNE TERRASSEMENT porte sur les surfaces autorisées, le niveau d'exploitation, la cote minimale d'extraction, le phasage d'exploitation, les garanties financières et le plan de remise en état final de la carrière ;

Considérant que les modalités de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2015 susvisé ne sont pas modifiées ;

Considérant que la poursuite de l'exploitation de la carrière présente des impacts bruts sur des espèces protégées, notamment sur l'avifaune, les reptiles et les amphibiens ;

Considérant que la destruction d'individus d'espèces protégées et de leurs habitats est interdite ;

Considérant que les modalités d'exploitation de la carrière nécessitent la destruction de zones boisées constituant des habitats favorables pour de nombreux taxons, notamment pour l'avifaune en période de reproduction et en période d'hibernation pour les amphibiens ;

Considérant que l'activité de la carrière et le passage des engins présentent des risques de mortalités modérés d'individus pour plusieurs espèces d'amphibiens présentes dans les mares temporaires et permanentes localisées sur l'emprise de la carrière, et notamment sur le sonneur à ventre jaune qui est une espèce protégée au niveau national et qui est classée « Vulnérable » sur la liste rouge France ;

Considérant que des mesures d'évitement efficaces sont proposées pour supprimer des impacts sur les espèces protégées et sur leurs habitats, notamment avec l'abandon total du projet d'extension de la carrière sur la commune de Burgy qui nécessitait le défrichement de 7,74 ha de boisement matures favorables aux chiroptères, à l'avifaune et aux amphibiens ;

Considérant que des mesures de réduction pertinentes sont également proposées pour réduire les risques sur les espèces protégées identifiées, par exemple la suppression systématique des points

d'eau stagnantes sur l'emprise du projet pour éviter la mortalité d'individus d'amphibiens lors du passage des engins, couplée avec la création de trois mares dans un secteur non concerné par l'exploitation de la carrière pour maintenir des habitats de reproduction pour les amphibiens présents et plus particulièrement le sonneur à ventre jaune ;

Considérant que ces mesures d'évitement et de réduction sont pertinentes et permettent de conclure à des impacts résiduels non significatifs sur les populations d'espèces protégées présentes sur l'emprise du projet ;

Considérant que la mise en œuvre du projet ne nécessite donc pas de dérogation au titre de la protection stricte des espèces ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 compte tenu de toutes les modifications demandées ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'Environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Identification

L'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 autorisant la société GROSNE TERRASSEMENT (SAS), dont le siège social est situé 351 rue des Grandes Teppes ZAC de Sennecé-lès-Mâcon - 71 000 MÂCON, à exploiter une carrière, sur le territoire des communes de Lugny et Burgy, lieu-dit « Bois des Sablières » et « Bois Dessous », est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Exploitant titulaire

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société GROSNE TERRASSEMENT dont le siège social est situé à 351 rue des Grandes Teppes ZAC de Sennecé-lès-Mâcon - 71 000 MÂCON est tenue au respect des prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants, sur le territoire de la commune de Lugny, au lieu-dit « Bois des Sablières ».

ARTICLE 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Régimes	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510.1	Autorisation	Volumes d'extraction brut annuels autorisés * (tonnes) : - moyen : 60 000 - maximum : 120 000 Surface totale de l'emprise autorisée : 7,48 ha Superficie en extraction : 1,7151 ha Tonnage maximum à extraire : 204 000 tonnes
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	2515.1.a	Enregistrement	Puissance de l'installation de traitement : 330 kW

* A compter de la date de signature du présent arrêté

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

L'installation de traitement des matériaux est positionnée sur ou à proximité du carreau d'extraction de la carrière.

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur la carrière.

ARTICLE 4 – Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 7ha 48a pour une surface exploitable de 1ha 71a 51ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexe 1 au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

Commune	Section	Parcelles	Situation administrative	Superficie autorisée	Superficie exploitée en extraction
LUGNY	D	324	Renouvellement	3 ha 73 a 22 ca	1 ha 00 a 73 ca
		325		1 ha 67 a 60 ca	32 a 03 ca
		326		59 a 44 ca	37 a 23 ca
		327		61 a 64 ca	1 a 52 ca
		328		83 a 37 ca	0
		329		1 a 75 ca	0
		Chemin de desserte		98 ca	0
Superficie totale autorisée				7 ha 48 a	1 ha 71 a 51 ca

Le plan joint en annexe 1 représente les périmètres d'autorisation de la carrière et de la surface en exploitable en extraction.

ARTICLE 5 – Matériaux extraits, quantité et capacités de production autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les matériaux extraits sont du granite.

Le volume total de matériaux à extraire est de 102 000 m³ ou 204 000 tonnes, à compter de la date de signature du présent arrêté.

La quantité annuelle maximale de matériaux bruts extraits de la carrière est de 120 000 tonnes avec un volume d'extraction brut moyen autorisé de 60 000 tonnes/an, calculée sur la durée de la période définie à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Les cotes minimales d'extraction sont indiquées sur le plan de phasage en annexe 2.

ARTICLE 6 – Durée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La durée d'autorisation est de 13 années et six mois à compter de la date de décision du tribunal administratif de Dijon du 27 janvier 2015 d'accorder l'autorisation d'exploiter. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 1 an avant l'échéance de l'autorisation, soit avant le 27 juillet 2027.

La remise en état du site doit être achevée 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, soit avant le 27 janvier 2028.

ARTICLE 7 – Montant des garanties financières

Les dispositions de l'article 1.6 .2 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en une seule phase indiquée ci-dessous.

A cette dernière période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Phase	S1 (C1 = 15 555 €/ ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ ha)	S3 (C3 = 17 775 €/m)	Total en € TTC ($\alpha = 1,371$)
De la date de signature du présent arrêté au 27 juillet 2028	2,8	0,4	0,5	91799

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en août 2022 soit 128,9.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

ARTICLE 8 – Aménagement paysager– Esthétique

Les dispositions de l'article 2.3.6 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La finalité du réaménagement est d'insérer au mieux la carrière dans le contexte paysager local et ce tout au long de la période d'activité et à la fin de celle-ci. Pour cela, les aménagements suivants doivent être respectés :

- respect du phasage d'extraction prévu en annexe 2 du présent arrêté,
- végétalisation des gradins supérieurs par des arbustes d'essence locale et des semis d'herbacées après exploitation,
- conservation de la crête boisée au niveau de la limite communale entre Burgy et Lugny,
- maintien du merlon paysager naturel du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny,
- réaménagement et végétalisation (semis d'espèces arbustives et herbacées effectué par l'ONF) du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny,
- remise en état coordonnée à l'extraction.

Le plan de la remise en état final de la carrière en fin d'exploitation est en annexe 3.

Les dispositions de l'article 2.8.2 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.

La crête séparant les communes de Lugny et Burgy sera conservée durant toute la durée de l'exploitation et maintenue boisée.

Le merlon naturel du front supérieur nord-est sur la commune de Lugny sera conservé.

ARTICLE 9 – Méthode d'exploitation

Les dispositions de l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.5 du présent arrêté.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.

L'extraction des matériaux est réalisée à la pelle mécanique pour les horizons altérés composés d'arène granitique et par abattage à l'explosif en fronts d'une hauteur maximale de 10 m pour les horizons indurés de granite.

Le carreau de la carrière présente une cote minimale de 355 m NGF avec une pente suffisante en direction de l'ouest.

ARTICLE 10 – Phasage

Les dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral n° DLPE-BENV-2015-142-2 du 22 mai 2015 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation se déroule suivant le plan en annexe 2 en une seule phase conformément au tableau suivant :

Phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)
De la date de signature du présent arrêté au 27 juillet 2028	17 151	102 000

ARTICLE 11 – Retombées de poussières

Conformément à l'article n° 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussières à partir d'un réseau de jauges de retombées.

ARTICLE 12 – Arrêtés applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les prescriptions des textes ci-dessous sont notamment applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 13 – Protection de la nature**ARTICLE 13.1 -Mesures d'évitement**

- E4.1a – Évitement temporel en période des travaux : Adaptation du phasage des travaux aux sensibilités liées à la faune :

Pendant la phase d'exploitation de la carrière, aucun arbre présentant des cavités ne sera abattu. Les travaux d'intervention sur les milieux herbacés et arbustifs concernés par la poursuite de l'exploitation de la carrière sont réalisés selon les modalités suivantes :

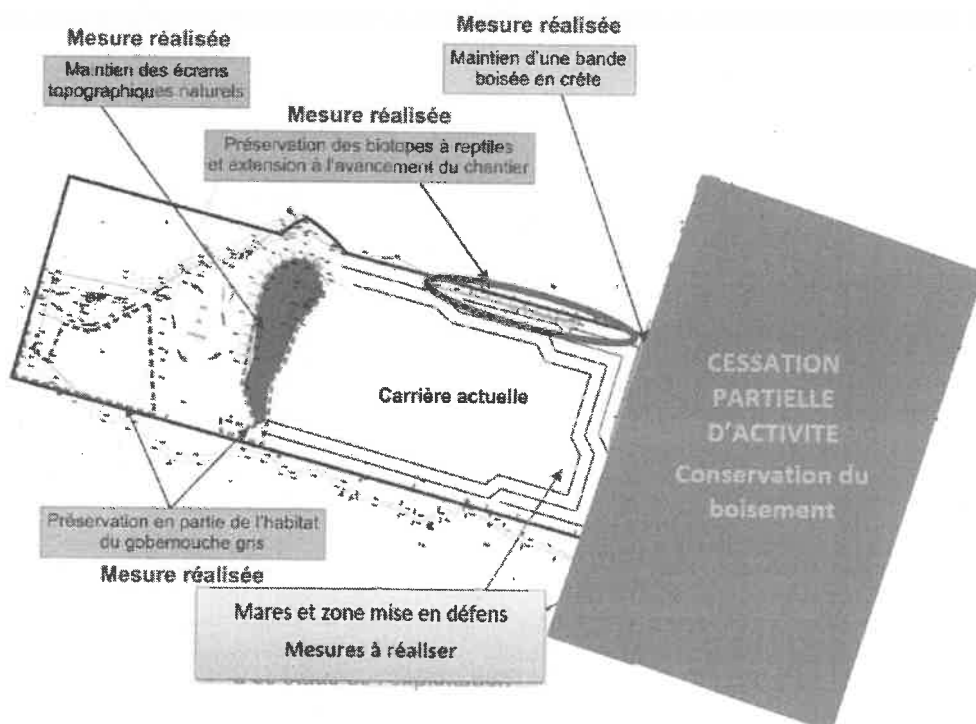
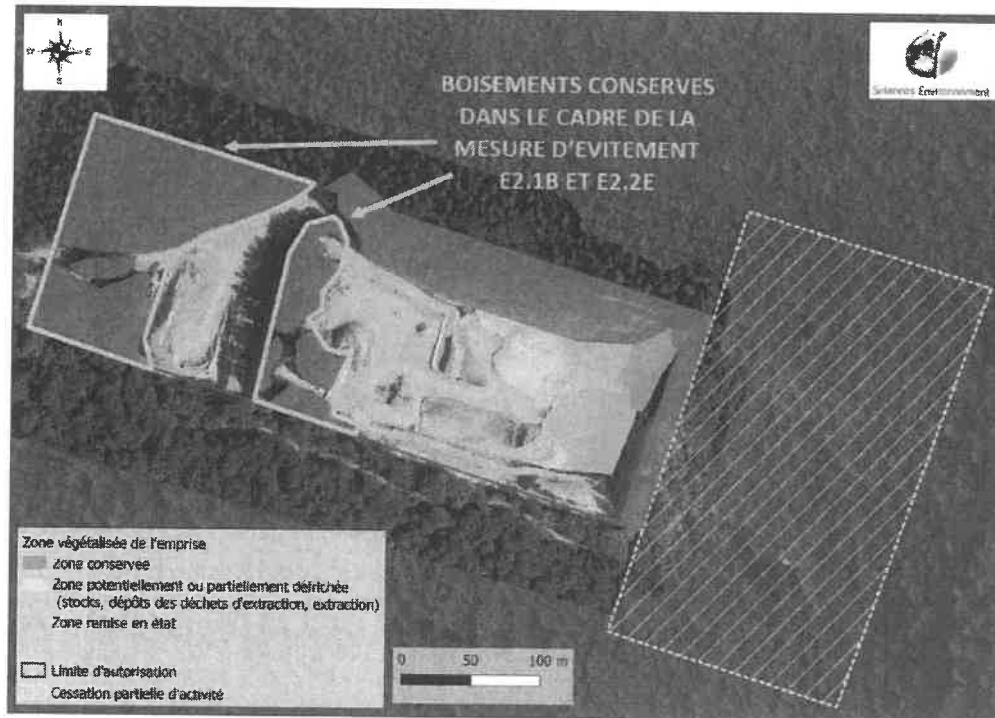
- le déboisement est réalisé durant la période comprise entre la mi-août et la mi-mars ;
- le défrichement (dessouchage) est réalisé de la mi-mars à la mi-mai.

Le secteur concerné est localisé sur la carte ci-dessous.

- E2.1b et E2.2a - Évitement géographique en phase travaux et d'exploitation - Préservation d'une partie des habitats de l'avifaune liée aux formations ligneuses :

Cette mesure est issue de l'étude d'impact réalisée en 2009 et prévoit la préservation de secteurs boisés favorables notamment au gobe mouche gris.

Une surface de 2 hectares de boisement fait l'objet d'un évitement afin de préserver des habitats forestiers. Ces boisements sont identifiés sur les cartes ci-avant et ci-après.



ARTICLE 13.2 - Mesures de réduction

- R1.1c : Réduction géographique en phase travaux et d'exploitation : Conservation de biotopes à reptiles et oiseaux :

Cette mesure est issue de l'étude d'impact réalisée en 2009 et consiste à préserver 90 mètres linéaires de talus en limite d'emprise nord-ouest de la carrière actuelle.

Les nouveaux talus orientés au sud, qui seront dégagés au fur et à mesure de l'extraction, sont laissés nus afin d'accroître les habitats ensoleillés pour les reptiles.

Les prescriptions concernant l'extension de l'habitat des espèces thermophiles sont appliquées aux nouveaux linéaires de front orientés au sud à savoir :

- reprofilage dans la masse du front, sans régalage de stériles ;
- absence de plantation afin de favoriser la colonisation spontanée des terrains par la végétation.

La localisation de cette mesure est présentée sur la carte ci-avant.

- R2.1j – Réduction technique en phase travaux - Clôture spécifique et dispositif anti-pénétration dans les emprises :

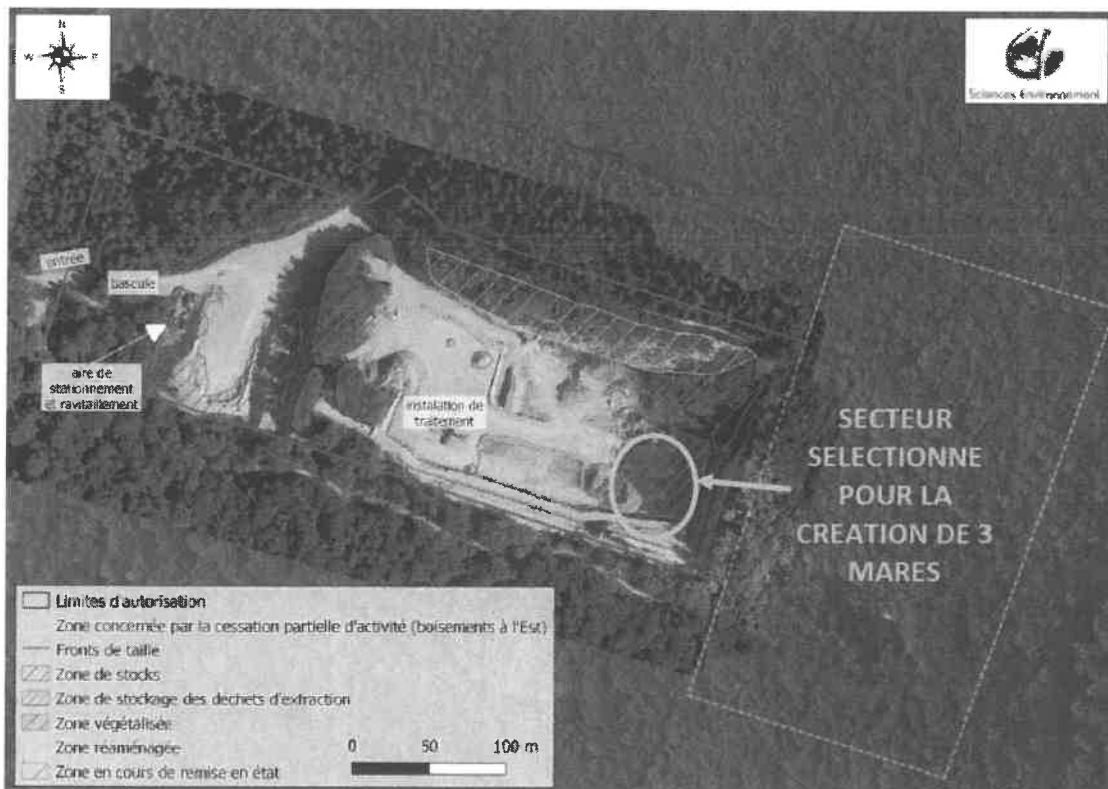
Un merlon d'un mètre de haut est terrassé en limite d'emprise sur l'ensemble du pourtour de la carrière. Ce merlon est doublé d'une clôture sur l'ensemble du linéaire.

- R2.2l - Création de milieux : Création et gestion de mares de substitution pour les amphibiens :

3 mares sont créées sur les remblais/ancienne zone de stockage de la carrière et zones actuellement végétalisées qui sont exempts de travaux à l'est de la zone exploitée actuellement. La localisation de ces mares est présentée sur la carte ci-après.

La surface totale des trois mares est de 150 m². Les modalités précises de mise en œuvre de ces mares ainsi que les modalités d'entretien sont détaillées dans le dossier de demande.

Cette mesure spécifique est mise en œuvre dès la première année d'autorisation.



- R2.1i – Réduction technique en phase travaux : réduction des risques de mortalité des amphibiens : Afin de réduire les risques de mortalité d'individus d'amphibiens sur l'emprise de la carrière, cette mesure prévoit un aplanissement des zones exploitées avec la mise en œuvre des points suivants :

- suppression des flaques à l'aide des engins de chantier présents sur le site ;
- récurrence journalière des passages en période pluvieuse et vérification hebdomadaire lors des cycles météorologiques non favorables (période d'ensoleillement prolongée) ;

- un suivi par registre est mis en place par l'exploitant afin de consigner la fréquence de passage qui pourra être consulté par l'écologue en charge du suivi écologique du site ;
- la pose d'un revêtement perméable sur les pistes de circulation afin de prévenir l'apparition de flaques et donc de potentiels zones de reproduction à amphibiens ;
- le renouvellement de ces opérations chaque année en période de reproduction des amphibiens (mars à août) durant la période d'exploitation.

Les premières interventions nécessitant la suppression de points d'eau sont réalisées en dehors de la période de reproduction des amphibiens (soit en dehors de la période de reproduction de mars à août) pour éviter toute mortalité d'individus ou de larves, et sont réalisées après mise en œuvre de la mesure R2.2I (création de mares de substitution) afin de garantir un maintien permanent de site de reproduction pour les amphibiens. Si cette mesure nécessite d'être réalisée en période de reproduction, par exemple en cas de fortes précipitations, les zones en eau doivent faire l'objet d'une vérification afin de confirmer l'absence d'amphibiens au droit de chaque point d'eau et des mesures spécifiques sont proposées et validées au préalable par la DREAL.

ARTICLE 13.3 - Mesures de suivi

- Suivi pendant la période d'exploitation de la carrière :

Un suivi est assuré pendant toute la durée d'exploitation de la carrière, avec une visite programmée tous les deux ans. Ce suivi vise à s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction et de l'effectivité des mesures de gestion. Il prévoit notamment :

- la reconduction des protocoles déjà en place sur la carrière existante et la recherche d'espèces d'oiseaux protégées et/ou patrimoniales sur l'emprise (carrière et boisement) ;
- l'inventaire des amphibiens afin d'évaluer l'évolution de la population de la carrière au niveau des mares réalisées dans le cadre des mesures ;
- le suivi des chiroptères sur l'ensemble de la carrière et sa périphérie ;
- le suivi et le maintien de la population de Lézard des murailles ;
- le contrôle de l'envahissement de la végétation des mares créées et de leur eutrophisation.

Si l'efficacité des mesures proposées s'avère faible, des mesures adaptatives seront présentées et validées au préalable par la DREAL.

Un rapport est transmis à la DREAL à l'issue de chaque visite.

- Suivi post-autorisation

Le suivi post-autorisation vise à vérifier la fonctionnalité de la remise en état et à apporter si nécessaire des mesures correctives. Il reprend les indicateurs et les protocoles réalisés au cours de la durée de l'autorisation. Ce suivi a lieu l'année N+1 après la fin de l'autorisation d'extraire.

Le rapport est transmis à la DREAL à l'issue de ce suivi post-autorisation.

ARTICLE 13.4 – Remise en état

Les conditions de remise en état doivent prendre en compte la présence des espèces protégées présentes au moment de sa mise en œuvre. Les mesures proposées s'appuient sur les inventaires et analyses issus des suivis réalisés en phase d'exploitation.

ARTICLE 14 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 15 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

ARTICLE 16 - EXÉCUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Lugny, M. le maire de Burgy, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le maire de Lugny ;
- M. le maire de Burgy ;
- La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Besançon ;
- L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la DREAL à Mâcon ;
- L'exploitant.

Fait à Mâcon, le **21 DEC. 2023**

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Agnès CHAVANON

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

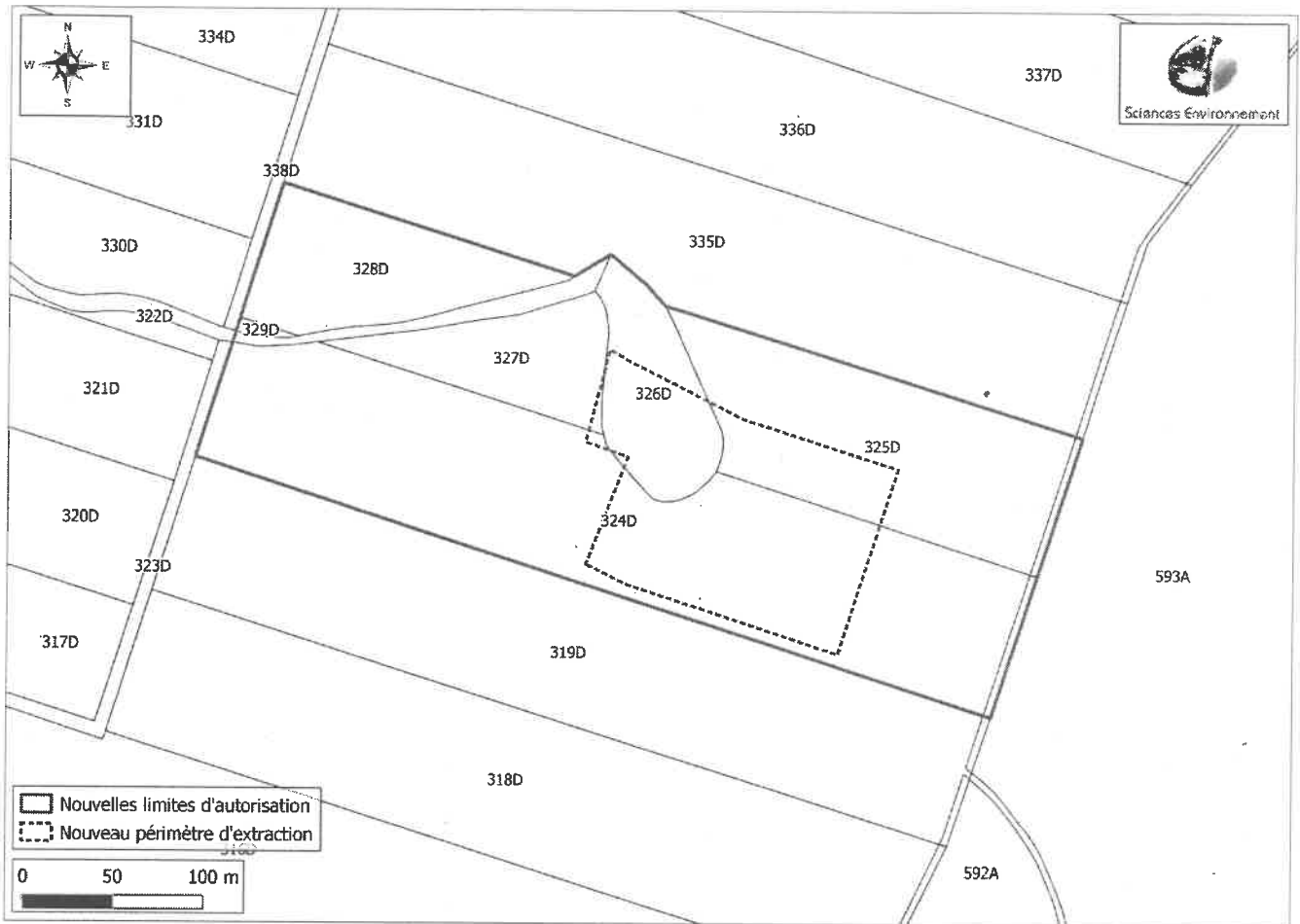
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

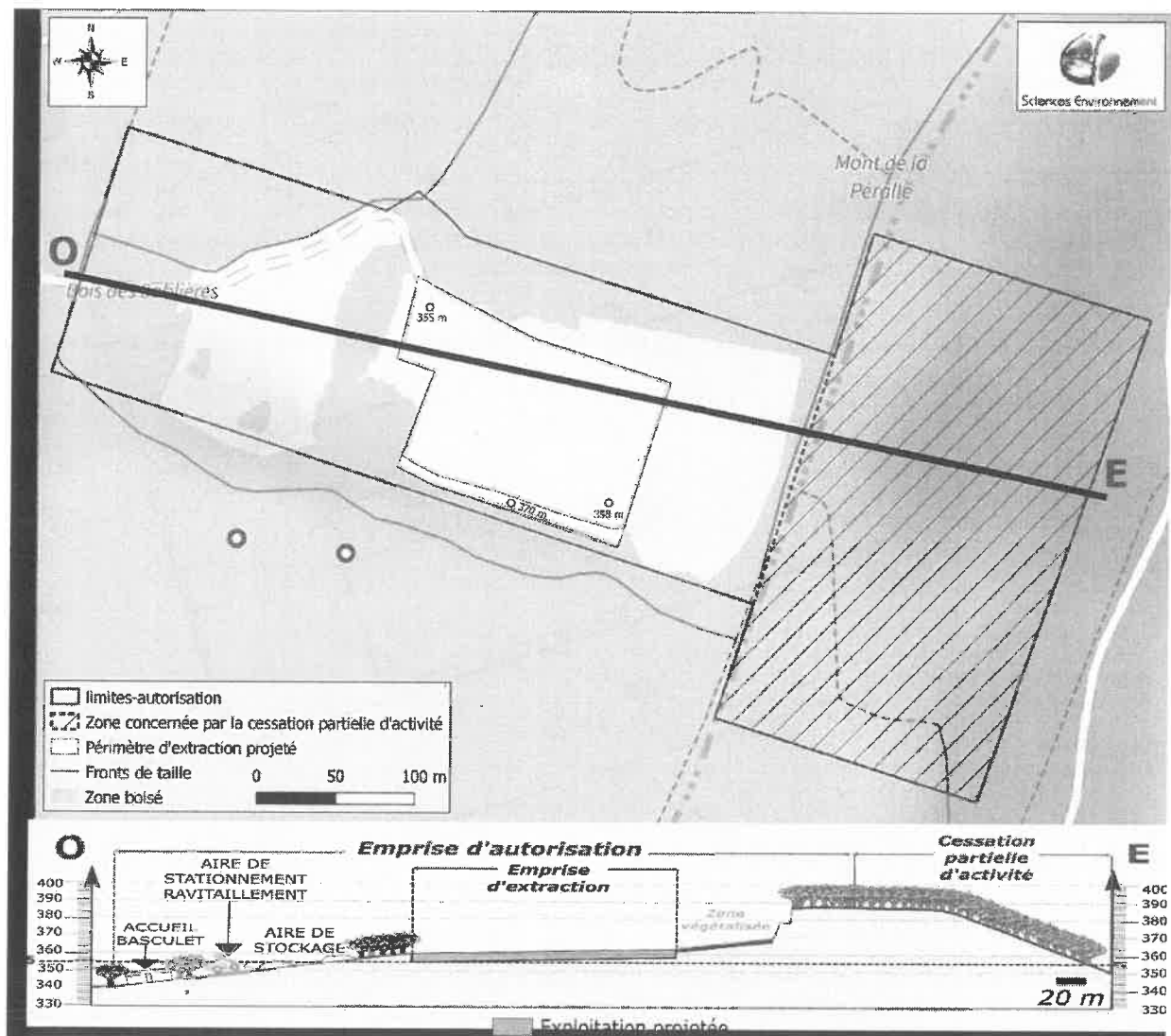
Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL DU PÉRIMÈTRE AUTORISÉ



ANNEXE 2 – PLAN DE LA PHASE D'EXPLOITATION



ANNEXE 3 – PLAN DE REMISE EN ÉTAT FINAL



